2007-05331/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES MARS 2002

APERÇU

- Au quatrième trimestre de 2001, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 2,0 %, après une baisse de 0,6 % au troisième trimestre. Pour l'ensemble de 2001, la croissance a atteint 1,5 %.
- Les dépenses de consommation ont augmenté de 4,2 % au quatrième trimestre. Ce facteur et une nette progression de l'investissement résidentiel ont entraîné une augmentation de 0,8 % de la demande intérieure finale, malgré une baisse de 31,3 % de l'investissement dans les machines et le matériel.
- Le demande extérieure a diminué, les exportations réelles fléchissant de 3,2 %. Les importations réelles ont toutefois chuté de 15,6 %, l'augmentation de la demande intérieure ayant été satisfaite par la production canadienne en cours et par des stocks déjà acquis, plutôt qu'au moyen de biens et de services produits à l'extérieur.
- Les entreprises ont réduit leurs stocks de 12,4 milliards de dollars, ce qui a fait diminuer d'environ 4 points de pourcentage la croissance du PIB réel.
- La chute des prix mondiaux de l'énergie a de nouveau réduit les prix des exportations, ce qui a effacé la poussée exercée par la baisse des importations réelles sur la balance commerciale. L'excédent courant a diminué de 2,8 milliards de dollars pour s'établir à 13 milliards.
- L'emploi a connu une légère augmentation au quatrième trimestre. Cependant, près de 76 000 emplois ont été créés en janvier. Le taux de chômage, qui s'élevait à 8,0 % en décembre, est retombé à 7,9 % en janvier.

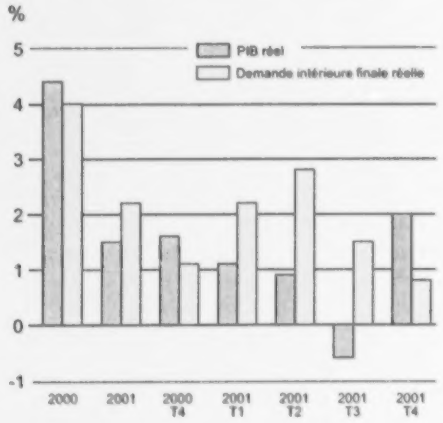
Le PIB réel rebondit

Le PIB réel a augmenté au quatrième trimestre après une légère baisse au troisième trimestre (graphique 1). La croissance de la demande de biens et de services canadiens a été satisfaite au moyen de l'accroissement de la production canadienne et de la réduction des stocks.

Les dépenses des consommateurs augmentent

Les dépenses réelles des consommateurs ont augmenté de 4,2 % au quatrième trimestre. Les dépenses consacrées à toutes les grandes catégories de biens ont augmenté, surtout en ce qui a trait aux produits de l'automobile, en partie sous l'effet des mesures incitatives

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 28 février 2002, à midi.

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	2000	2001	2001 T2	2001 T3	2001 T4	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	4,4	1,5	0,9	-0,6	2,0		–
Demande intérieure finale	4,0	2,2	2,8	1,5	0,8		–
Dépenses publiques							–
Biens et services	2,2	2,2	5,5	1,5	1,6		–
Immobilisations brutes	7,6	6,8	2,6	9,4	19,1		–
Dépenses de consommation	3,6	2,5	1,7	-0,7	4,2		–
Construction résidentielle	2,7	4,4	2,3	4,0	20,7		–
Investissements fixes des entreprises	8,1	-0,7	4,4	9,5	-23,1		–
Construction non résidentielle	5,3	0,9	1,1	-2,8	-7,5		–
Machines et matériel	9,7	-1,6	6,4	17,7	-31,3		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	9,2	-3,3	1,5	-2,5	-12,4		–
Exportations	7,6	-3,7	-5,4	-9,2	-3,2		–
Importations	8,1	-5,7	-0,8	-7,4	-15,6		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	26,9	29,1	34,3	15,7	13,0		–
(% du PIB)	2,5	2,7	3,1	1,5	1,2		–
Revenu personnel nominal	6,1	3,8	-0,1	1,4	2,9		–
Revenu personnel disponible nominal	5,6	4,3	-0,4	2,7	5,3		–
Revenu personnel disponible réel	3,5	2,3	-4,8	2,0	5,7		–
Bénéfices avant impôts	21,8	-6,0	-14,8	-42,4	-20,5		–
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	3,7	1,2	2,0	0,0	-0,9		–
Indice des prix à la consommation	2,7	2,6	3,6	2,7	1,1	1,3	janv. 2002
IPC - hors les huit éléments les plus volatils	1,3	2,0	2,3	2,4	1,8	1,8	janv. 2002
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2,3	2,7	2,0	2,8	2,3		
Règlements salariaux (total)	2,5	3,2	2,9	3,4	3,0	2,6	déc. 2001
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	6,8	7,2	7,0	7,2	7,7	7,9	janv. 2002
Croissance de l'emploi	2,6	1,1	0,8	-0,2	0,5	6,2	janv. 2002
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,3	64,6	64,9	64,7	63,3	62,13	27 févr. 2002
Taux préférentiel (%)	7,3	5,8	6,3	5,7	4,2	3,75	27 févr. 2002

Nota – Les données réelles sont en dollars de 1997 (en chaîne).
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada.

offertes par les fabricants. Le niveau des dépenses consacrées aux services est demeuré à peu près le même qu'au trimestre précédent.

Les dépenses ont également été soutenues par la hausse des revenus. Le revenu des particuliers a augmenté de 2,9 % et l'impôt sur le revenu a sensiblement diminué, ce qui a entraîné une augmentation de 5,3 % du revenu personnel disponible nominal. Le taux d'épargne des particuliers a été porté de 3,4 % à 3,7 % pendant le trimestre.

L'investissement résidentiel se raffermit

L'investissement résidentiel, qui repose en grande partie sur la production intérieure, a augmenté de 20,7 % au quatrième trimestre, sous l'effet de réductions des taux d'intérêt tout au long de 2001. Cette sixième augmentation de suite a été marquée par des gains au chapitre de la construction d'habitations neuves, de la revente de maisons et de la rénovation, le nombre de mises en chantier ayant grimpé à un taux annuel de 45 % et les ventes d'habitations existantes ayant monté en flèche.

Les investissements fixes des entreprises diminuent

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont chuté de 23,1 % au quatrième trimestre, après un gain de 9,5 % au troisième trimestre. L'investissement dans les machines et le matériel, à forte incidence sur les importations, a reculé de 31,3 % après un gain de 17,7 % au trimestre précédent. Toutefois, cette diminution traduisait en partie un retour à un niveau plus normal par suite de l'achat d'une plate-forme de forage au trimestre précédent. L'investissement dans les ordinateurs a augmenté de 5,5 %, après quatre trimestres consécutifs de baisse. La baisse marquée de l'investissement dans le matériel de télécommunications s'est poursuivie avec une perte de 43,8 % pendant le trimestre.

La construction non résidentielle, qui repose largement sur la production intérieure, a diminué de façon plus modeste, soit de 7,5 %, pour un second recul consécutif. Cela traduit la baisse des dépenses dans les projets d'ingénierie et de construction.

La réduction des stocks des entreprises s'accélère

Les entreprises ont réduit leurs stocks de 12,4 milliards de dollars au quatrième trimestre, en comparaison d'un retranchement de 2,5 milliards au trimestre précédent. L'accélération de ce rythme a fait diminuer d'environ 4 points de pourcentage la croissance du PIB réel.

Les exportations fléchissent tandis que les importations chutent

Par suite du ralentissement de la croissance économique mondiale, la demande extérieure de biens et de services canadiens a diminué au quatrième trimestre. Les exportations réelles ont reculé de 3,2 %, des baisses notables ayant été observées au chapitre des services liés aux voyages et au transport.

Les importations réelles ont régressé de 15,6 %, la baisse la plus importante ayant été constatée au chapitre des machines et du matériel. Les importations de produits de l'énergie et de l'automobile ainsi que les dépenses consacrées aux voyages et au transport ont également reculé. Compte tenu de la baisse des importations, l'augmentation de la demande intérieure a été satisfaite au moyen de l'accroissement de la production canadienne et de la réduction des stocks accumulés.

Le compte courant demeure excédentaire

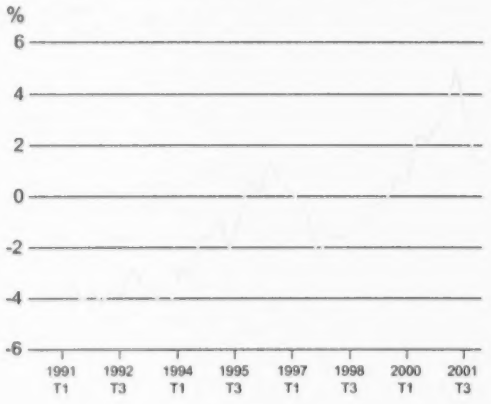
Même si les importations réelles ont diminué davantage que les exportations réelles, la baisse marquée des prix à l'exportation (surtout ceux des produits de l'énergie) a fait reculer la balance commerciale nominale par rapport à son niveau du troisième trimestre. Jumelée à l'augmentation de 1,5 milliard de dollars du déficit du revenu de placement, cette situation a réduit l'excédent du compte courant de 2,8 milliards, pour le faire passer à 13 milliards, ou 1,2 % du PIB (graphique 2).

Pour l'ensemble de 2001, l'excédent du compte courant, à 29,1 milliards de dollars ou 2,7 % du PIB, a atteint un niveau record dépassant de 2,2 milliards celui de 2000, et représentant une nette amélioration par rapport aux déficits affichés pendant la majeure partie des années 1990.

L'inflation demeure contenue

Les pressions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées contenues au quatrième trimestre. La chute des prix mondiaux de l'énergie a entraîné une troisième baisse de suite de l'indice implicite du PIB. Cette mesure exhaustive de l'inflation a diminué de 2,6 % au cours du quatrième trimestre, pour se situer à un niveau inférieur de 0,9 % à celui de l'année précédente. L'inflation selon l'indice des prix à la consommation (IPC) est également demeurée faible, à 1,3 %, en janvier. L'inflation selon l'IPC de base, qui exclut les huit éléments les plus volatils, s'est établie à 1,8 % pendant le même mois.

Graphique 2
Compte courant en % du PIB nominal



La productivité du travail mesurée en production par employé a augmenté de 1,4 %, tandis que la production par heure travaillée grimpait de 5,4 %. Les coûts de main-d'œuvre par unité de production ont dépassé de 2,3 % ceux de l'année précédente, en comparaison d'une augmentation de 2,8 % au troisième trimestre.

Les bénéfices des sociétés sont en baisse

Les bénéfices des sociétés ont reculé de 20,5 %, régressant pour un troisième trimestre de suite après 11 trimestres consécutifs de gains. Cette diminution a fait passer les bénéfices à 19,9 % de moins qu'un an auparavant. La diminution des bénéfices a été particulièrement notable dans le secteur financier et dans celui de l'énergie, sous l'effet de la chute des prix mondiaux des produits de base dans ce dernier cas.

L'emploi augmente

Après avoir fléchi de 0,2 % au troisième trimestre, l'emploi a remonté de 0,5 % au quatrième trimestre, le gain étant entièrement attribuable aux emplois à temps partiel puisque le nombre d'emplois à temps plein a diminué (graphique 3). En janvier, 76 000 emplois, à temps plein comme à temps partiel, ont été créés.

Le taux de chômage a suivi une modeste tendance à la hausse, passant d'un plancher récent de 6,7 % en juin 2000 à 7,2 % en septembre 2001. Il est ensuite monté à 8,0 % en décembre 2001 avant de descendre à 7,9 % en janvier. Le ralentissement de la croissance de l'emploi en 2001 et l'augmentation de l'activité sur le marché du travail après septembre, ont entraîné cette tendance générale à la hausse.

Les taux d'intérêt à court terme diminuent

En réaction au ralentissement économique, la Réserve fédérale américaine a abaissé 11 fois le taux cible des fonds fédéraux en 2001 et au début de 2002, soit une baisse totale de 475 points de base. Le plus récent changement

Graphique 3
L'emploi et le taux de chômage

a été la baisse de 25 points de base annoncée le 10 décembre, le taux ayant été maintenu au même niveau en janvier. La Banque du Canada a réduit le taux d'escompte à 10 reprises pendant la même période, soit de 375 points de base en tout, y compris une baisse de 25 points de base annoncée le 15 janvier.

Depuis le début de 2001, les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis ont diminué sensiblement au même rythme que le taux cible des fonds fédéraux. Les taux à long terme n'ont commencé à baisser qu'à la fin de l'été de 2001; ils ont remonté depuis à des niveaux qui s'approchent de ceux de la fin de 2000. Les taux d'intérêt à court terme au Canada ont également suivi le taux d'escompte. À l'heure actuelle, les taux à long terme au Canada sont près du niveau qu'ils affichaient à la fin de 2000.

La valeur du dollar canadien a clôturé le 18 janvier à un plancher historique de 62,02 cents par rapport au dollar américain. Au cours des dernières années, le dollar canadien a toutefois surclassé la plupart des autres principales devises. La valeur du dollar a clôturé à 62,13 cents américains le 27 février.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, au (613) 992-3055. La publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca. *This publication is also available in English.*